

Entre le lys et l'érable

III. Un nécessaire recadrage

Jean-Herman Guay

(Université de Sherbrooke)

Pierre-Alain Cotnoir

(Coopérative Centre René-Lévesque)

Pierre Drouilly

(Université du Québec à Montréal)

Pierre Noreau

(Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue)

Les auteurs sont membres du Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP). Ce texte est basé sur un exposé fait le 11 juin 1997 devant les IPSO (Intellectuels pour la souveraineté)

Lorsque Lucien Bouchard, lors de sa conférence de presse clôturant la dernière session parlementaire, soulignait la nécessité de "repenser le nationalisme"... il n'avait pas tort. Bien au contraire! La gifle qu'ont reçue les souverainistes le 2 juin dernier nous montre la nécessité de définir de nouvelles perspectives. Les changements cosmétiques et tactiques sont devenus insuffisants.

En fait, il faut refaire l'effort de création qui a initié le mouvement souverainiste, développer un nouvel argumentaire, redonner du sens au projet de la souveraineté, repenser le nationalisme. La péréquation, le partage des pouvoirs, l'échec de Meech ou le rapatriement de 1982 ne constituent plus des arguments efficaces pour rallier une majorité dans l'exigence d'un nouveau pays. L'indignation a fait son temps. Et la nostalgie aussi, comme l'ont montré les manifestations pour commémorer le voyage de De Gaulle il y a trente ans et son

discours du balcon de l'Hôtel de ville de Montréal.

Il faut que pour le prochain référendum on ne vise plus une majorité précaire, mais une majorité confortable, parce que cette troisième fois sera sans doute la dernière.

La difficile majorité

Sachant ce que l'on sait maintenant de la complexité de l'opinion publique, quelles sont les conditions pour que le camp souverainiste puisse constituer une majorité significative? Cette majorité n'est pas impossible, et on l'a vue se constituer lors du référendum de 1992, alors que le NON obtenait 56,7 % des voix. Elle est cependant difficile à atteindre.

La première difficulté tient évidemment à la polarisation du vote linguistique, qui fait que les non-francophones votent presque unanimement contre la souveraineté. Cela veut dire que le camp souverainiste doit rallier environ les deux-tiers du vote francophone pour obtenir une majorité décisive, objectif difficile dans le cadre des sociétés occidentales modernes et démocratiques.

La deuxième difficulté tient au fait que la mobilisation ne pourra se faire seulement sur la base des moteurs traditionnels de la cause souverainiste, la langue et le rôle de l'État, tels qu'on les a fait valoir dans le passé. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas redéfinir l'État ou que le dossier linguistique soit réglé. Cela signifie que ces deux arguments ne sont plus aussi mobilisateurs que dans le passé.

D'autre part, une majorité ne sera pas acquise par la seule mobilisation des segments les plus convaincus et les plus motivés du mouvement souverainiste, ce que nous avons appelé la couche de calcaire. Cela ne pourra pas non plus se faire en ralliant seulement les électeurs mobilisables à la faveur d'une bonne campagne électorale, d'un bon message, d'une bonne organisation, ce que nous avons appelé la couche de grès: en 1995, ce pari risqué n'a pas donné le résultat escompté.

Pour obtenir une majorité, les souverainistes doivent être capables de rallier à leur cause les électeurs centristes. Mais là est la principale difficulté. En effet, plus on se situe dans les couches friables de l'électorat, plus on a affaire à des personnes pragmatiques, fonctionnelles, apolitiques, moins informées, plus difficiles à rejoindre. C'est ce que les politologues appellent parfois les électeurs amorphes ou apathiques. Pour rejoindre, sensibiliser et convaincre ces électeurs, un important recadrage du projet souverainiste sera nécessaire, faute de quoi les souverainistes risqueront, dans quelques années, de perdre le troisième, et dernier, référendum sur la souveraineté.

Des opinions porteuses d'avenir

Ce sont les opinions qui sont modifiables par le discours politique. Que dire? Que faire comprendre? La conviction souverainiste doit emprunter une structure semblable à celle que n'importe quel individu doit avoir lorsqu'il désire quitter un lieu, une entreprise ou un lien amoureux, bref lorsqu'il doit faire un choix important.

Que dit donc un jeune qui veut quitter le domicile parental, un associé qui veut quitter les siens ou un partenaire qui veut refaire sa vie. Ils se posent tous la même série de questions : 1) ai-je épuisé toutes les possibilités que me donne la situation où je me trouve?; 2) ai-je le droit de quitter ma situation?; 3) aurai-je à long terme le potentiel d'être autonome; et finalement 4) mon ambition est-elle réalisable à ce moment-ci? Quand on répond OUI à ces quatre questions on quitte habituellement son logement, ses associés, son ou sa partenaire. On décide d'aller ailleurs, de refaire sa vie. Quand on répond NON à ces quatre questions, on reste là où on se trouve. Toute l'hésitation provient d'une combinaison de OUI et de NON.

Pour définir un pays

Les opinions sur lesquelles on peut fonder un nouveau pays relèvent de la même structure cognitive. À trois reprises nous avons ainsi interrogé les Québécois sur ces quatre éléments: 1) "il n'est pas possible de réformer le fédéralisme canadien de façon à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada"; 2) "le Québec a le droit de se séparer du Canada"; 3) "le Québec dispose des ressources humaines et matérielles pour devenir souverain"; et 4) "la souveraineté du Québec est réalisable à court terme". Chacune de ces opinions incorpore une des dimensions de la construction d'un Québec souverain: le politique, le juridique, l'économique et le conjoncturel.

L'analyse des données accumulées au cours des dernières années permet de conclure que les réponses à ces quatre éléments permettent de prédire le vote référendaire dans 85 % des cas. En fait, plus on donne de réponses affirmatives à ces quatre éléments, plus on a de chances de voter OUI. Les électeurs qui répondent oui aux quatre indicateurs, votent pour le OUI à plus de 90 %; ceux qui répondent non aux quatre indicateurs, votent NON eux aussi à plus de 90 %: ce sont les couches de calcaire des deux options. On notera aussi que les quatre oui ou les quatre non sont très stables. Ce sont ceux qui expriment une combinaison de oui et de non qui hésitent, qui virevoltent: lorsque les répondants donnent trois réponses positives sur quatre, on retrouve la couche de grès; c'est lorsque les réponses sont deux fois oui et deux fois non, que l'on traverse la bifurcation séparant les souverainistes des fédéralistes. On voit immédiatement que ces

électeurs ne sont pas "sans opinion", ni "sans idée": ils sont ambivalents. Ils sont discrets quand on les interroge sur la souveraineté, mais volubiles quand on leur soumet les quatre arguments.

De ces quatre dimensions, la dimension politique (possibilité de réformer le fédéralisme) apparaît comme la plus discriminante, mais toutes les quatre s'articulent à la notion d'État, reconnu ici comme ensemble institutionnel ou comme acteur agissant à travers un réseau de possibilités et de contraintes. Les répondants doutent d'autant plus du droit du Québec à exercer sa souveraineté et de l'existence de ses ressources humaines et matérielles pour être souverain, qu'ils ont un fort sentiment d'attachement au Canada.

Une stratégie fédéraliste révélatrice

La plus belle preuve de la force de cet argumentaire est évidemment le comportement des fédéralistes. Au cours des derniers mois, les stratégies fédéralistes se sont attaquées à chacune de ces quatre dimensions: 1) tentative de prouver la souplesse du fédéralisme (ententes administratives sur des dossiers particuliers, comme celui de la formation de la main-d'œuvre); 2) tentative d'illégitimation de la déclaration de souveraineté (recours à la Cour suprême); 3) chantage économique (non-viabilité d'un Québec souverain); et 4) menaces à la faisabilité de la souveraineté (partition et plan B).

Devant cela, les souverainistes n'ont d'autre choix que d'agir sur ce même terrain. Ils doivent répliquer point par point. Ils doivent développer cette nouvelle conviction, qui possède un volet négatif (le fédéralisme n'est pas flexible), mais qui possède surtout trois volets positifs ("on est capables").

Cet argumentaire n'est pas académique. Dans un avenir très rapproché, le jugement de la Cour suprême donnera une occasion de débattre du deuxième argument. Si les fédéralistes parviennent, en prenant appui sur l'instance judiciaire, à miner la légitimité du droit à la souveraineté ou tout au moins à semer le doute dans la conscience des Québécois, tout l'édifice souverainiste s'en trouvera ébranlé.

Ces quatre arguments sont à la fois des piliers et des cordes sensibles, mais aussi les quatre cases centrales de l'échiquier politique, celles dont l'occupation conditionne le contrôle du jeu. Repenser le nationalisme nous oblige à agir sur ces quatre éléments. Les quatre piliers que nous avons décrits sont des soutiens indubitables à l'élaboration d'une conviction légitime, durable et qui est compatible avec l'esprit du partenariat. C'est donc là que la famille souverainiste doit agir pour convaincre les deux tiers des francophones.

À la recherche du destin perdu

Et alors le sentiment d'identité des Québécois et Québécoises, qui est la première donnée du nationalisme québécois, qui tourne actuellement à vide et se limite à un émotif "Nous sommes Québécois", dans une affectivité réactive quasi aléatoire, a de bonnes chances de réapparaître avec force si on le marie à un nouvel argumentaire positif et moderne.

Car il convient de le rappeler. La grande difficulté des hommes et des femmes politiques aujourd'hui vient de ce qu'ils ne parviennent plus à rendre compte des conditions de la vie sociale, qui sont également les conditions de la vie politique. Les peuples et les États sont fondés et se maintiennent parce qu'ils rendent crédible une certaine idée du "vivre ensemble"; ils incarnent ce qu'en d'autres temps on appelait la communauté de destin. Or, c'est ce qui manque le plus aujourd'hui à l'État. Il nous manque en effet cette conscience claire des coûts incontournables d'une vie collective à laquelle on ne peut pas échapper, mais qu'on peut contribuer à définir. Cette conscience est fondée à la fois sur le partage de valeurs communes et sur la définition des moyens de la vie en commun. Bref, le renouveau du mouvement souverainiste suppose un discours différent sur nous-mêmes, sur ce que nous espérons pour l'avenir et sur les moyens qui permettent de nous approcher de cette définition idéale de ce que nous sommes, définition de nous-mêmes toujours changeante, à laquelle nous voulons convier les autres.

Dans cette perspective, qui met en évidence les conditions de la vie collective, une nouvelle réflexion sur les conditions du nationalisme est possible. La souveraineté nous convie d'abord et avant tout à une réflexion sur nous-mêmes et sur les choix que nous avons en partage.

"On ne parviendra à rien sans un important recadrage de la question nationale et sans ce facteur qui accompagne tous les grands changements: le temps" écrivions-nous en août 1995. Encore aujourd'hui, cet énoncé garde toute sa pertinence. À moins qu'on ne soit tenté, en misant sur sept petites semaines de campagne, de jouer une autre fois à la roulette russe avec notre avenir commun, pour qu'en tirant très fort dessus, la fleur pousse plus vite. On a vu en 1995 combien cette stratégie était hasardeuse. Pour un temps, il faut sans doute savoir poser l'accession à la souveraineté comme le produit d'une démarche de fond qui dépasse la conjoncture toujours imprévisible d'une campagne référendaire. Le référendum ne sera alors que la ratification d'un très large consensus sur ce que nous sommes et ce que nous voulons devenir.

* * *

Autrement, comme en 1995, nous irions contre un mur, et ce nouvel échec ne ferait que continuer de développer cette culture de la défaite, si caractéristique de

notre histoire. Plutôt que de faire subir au Québec un nouvel échec qui ferait du projet souverainiste une utopie destructrice ayant, en fin de compte, affaibli notre peuple comme il l'a déjà été après la défaite des Patriotes, il serait plus réaliste de "remballer nos rêves" tout de suite, de faire preuve de pragmatisme et du sens des responsabilités, et de proposer immédiatement au Canada de bâtir une nouvelle "Union canadienne". Ce serait toujours mieux que ce que, Québécois souverainistes ou fédéralistes, nous pourrions obtenir au lendemain d'une troisième défaite référendaire.